

## «Attention à l'inflation, qui ronge les hausses de salaires»

### **Négociations. Le syndicaliste estime que des revalorisations notables ont pu être obtenues en 2007. Mais il met en garde contre la hausse des prix**

Un impressionnant drapeau d'Unia. Rouge. Accroché au mur, derrière le bureau. Aldo Ferrari, secrétaire régional Vaud, voit pourtant l'année 2008 plutôt au vert. Car celle de 2007 s'est bien terminée. «Nous avons pu obtenir d'importantes revalorisations des minima salariaux dans de nombreuses branches, comme jamais auparavant», se réjouit-il. Pour les salariés en général, les syndicats estiment avoir négocié une augmentation de 2,5% des rémunérations, un chiffre qui les satisfait.

Aldo Ferrari, lui, ne crie pas victoire. «L'inflation en a déjà rogné plus de la moitié», s'inquiète-t-il. Fin septembre, la hausse des prix (0,5%) laissait entrevoir une revalorisation réelle de 2%. Un espoir balayé par l'inflation en décembre, 2% en rythme annuel. Par conséquent, «2008 devrait être l'année au cours de laquelle la Suisse a besoin d'une vraie hausse des salaires, bien supérieure à 2,5%. Le pays est extrêmement riche grâce aux exportations. Toutefois nous ne devons pas nous endormir comme en Allemagne où l'export tourne bien, mais où le marché intérieur crève.»

Ces revendications ne vont-elles pas alimenter l'inflation qui revient? «Non, parce que nous réclamons une meilleure répartition des gains de productivité. Les salaires ont perdu 4 à 5% depuis le début des années 2000; le moment est venu de redistribuer une partie de la richesse», estime Aldo Ferrari.

Le marché de l'emploi, que le syndicaliste voit toujours aussi bon cette année qu'en 2007, donne un autre argument en faveur des revalorisations. «Augmenter les salaires, c'est aussi un bon moyen de fidéliser les collaborateurs», observe-t-il.

Face aux patrons soucieux de préserver leur compétitivité, les discussions ne sont pas gagnées d'avance. Présentée fin décembre, la sortie de crise dans la construction plutôt favorable aux salariés ne va-t-elle toutefois pas détendre le climat social? «Nous sommes bien sûr soulagés par l'accord (ndlr: il doit encore être validé par les assemblées générales syndicale et patronale fin janvier). Cependant, la dénonciation par les employeurs de la convention collective a envoyé un mauvais signal. Il ne faudrait pas que cela se reproduise dans d'autres secteurs car cela remettrait en cause le partenariat social suisse», selon Aldo Ferrari, qui tire une autre leçon du conflit: «Il faut renforcer les mesures d'accompagnement de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne.»

Pour l'instant, les «bilatérales» se soldent par «un bilan globalement positif dans l'industrie où on a un grand besoin de main-d'œuvre. Mais il est négatif sur le marché intérieur pour l'artisanat qui subit un important dumping salarial des entreprises étrangères. Tout le monde doit pouvoir travailler dans les mêmes conditions», avance Aldo Ferrari. Et d'enchaîner: «Les collectivités publiques, dans leurs appels d'offres, portent une lourde responsabilité. Elles cassent le marché en incitant au dumping sur les prix. Souvent l'écart entre le premier et le deuxième soumissionnaire est de 15 à 20%. Ce n'est pas tenable!»

Enfin, 2008 devrait donner lieu à «un débat sur l'éthique des marchés financiers, espère-t-il. Nous en avons besoin car le capitalisme financier remplace le capitalisme économique.» La part croissante prise par les hedge funds, en particulier, dans le portefeuille des caisses de pension inquiète celui qui siège aussi au conseil de plusieurs fondations: «Sur les 600 milliards de francs sous gestion, selon l'indice de Credit Suisse, la part de ces fonds a doublé en un an (à 4,4%). Or les institutionnels paient des frais de gestion parfois indécents pour des gérants dont on peut critiquer la logique. Comme nous l'a montré le fonds Laxey dans Swiss metal et Implenia, le jeu est extrêmement dangereux. Au bout du compte, salariés et entreprises en paient la facture.» Aujourd'hui, déplore-t-il, «le banquier n'est plus au service de l'économie, mais de la spéculation. Ce n'est pas ma vision de l'actionariat.»

**Frédéric Lelièvre**

*Aldo Ferrari: «Augmenter les salaires, c'est aussi un bon moyen de fidéliser les collaborateurs.»*

*daniel winteregg*

© Le Temps, 2008.